

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250217-lmc1367082-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 19 février 2025
Date de publication : 19/02/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 25/85

**CONTRAT DE QUASI-REGIE
ANNUEL AVEC LA SOCIETE
PUBLIQUE LOCALE "TOULON
METROPOLE EVENEMENTS
ET CONGRES" POUR
L'ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Louis MASSON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/85

BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025

**O B J E T : CONTRAT DE QUASI-REGIE ANNUEL AVEC LA
SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "TOULON METROPOLE
EVENEMENTS ET CONGRES" POUR L'ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de la commande publique et notamment son article L 2511-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 22/03/046 du 24 mars 2022 portant création de la SPL « Toulon Métropole Evènements et Congrès » et approbation des statuts,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 6 février 2025,

VU le projet de contrat de quasi-régie annuel 2025 ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM et la ville de Toulon ont approuvé la création et les statuts d'une société publique locale dénommée « Toulon Métropole Evènements et Congrès » ayant pour objet la réalisation, pour le compte de ses actionnaires (la Métropole TPM et la ville de Toulon), de missions d'intérêt général en matière culturelle et de promotion du territoire et, notamment, l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques culturelles ou sportives,

CONSIDERANT que la Métropole TPM entend déployer un programme d'activités importants et développer l'attractivité de son territoire à travers, notamment, le bureau des tournages,

CONSIDERANT que pour mener à bien son projet, la Métropole TPM entend s'appuyer sur la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès dans le cadre de contrats de quasi-régie répondant aux conditions de l'article L 2511-1 du Code de la Commande Publique,

CONSIDERANT que le contrat de quasi-régie annuel 2025, ci-annexé, précise les objectifs attendus de la SPL ainsi que les modalités financières de son intervention sur des missions centrées autour de l'accueil des tournages et de la mise à disposition de salles,

CONSIDERANT que la prise en charge des obligations de service public par la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès au titre ce contrat annuel 2025 est estimée à un montant maximal de 510 472 € TTC,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le contrat de quasi-régie annuel 2025 ci-annexé avec la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal 2025 de la Métropole, opération 22316, fonction 633, article 611.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONTRAT DE QUASI-REGIE ANNUEL 2025
ACCUEIL DES TOURNAGES
LOCATION DE SALLES

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, dont le siège social est situé 107, Bd Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, SIRET : 248 300 543 00217 - APE : 8311Z, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux fins de signature des présentes par décision n° du Bureau Métropolitain du

ci-après dénommée **la Métropole**

D'UNE PART,

ET

La société SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès, société anonyme à conseil d'administration au capital de 250 000€, dont le siège social est situé Allée De Besagne - Palais des Congrès Neptune, 83000 Toulon, SIRET : 912 800 968, représentée par son Directeur, Monsieur Robert ALBERGUCCI,

ci-après dénommée **la SPL**

D'AUTRE PART,

SOMMAIRE

1. OBJET et FORME DU CONTRAT	3
2. PIECES CONTRACTUELLES	3
3. DUREE	3
4. MISSIONS CONFIEES A LA SPL	4
4.1 PRINCIPES GENERAUX	4
4.2. MISE EN OEUVRE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC DU CONTRAT ANNUEL	5
4.3. MISE EN OEUVRE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC HORS CONTRAT ANNUEL	7
5. GOUVERNANCE DU CONTRAT	9
5.1. COMITE DE SUIVI	9
5.2. RAPPORTS D'INFORMATION	9
6. DISPOSITIONS FINANCIERES	12
6.1. COMPENSATION FINANCIERE	12
6.2. MODIFICATION DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL	13
6.3. MODALITES DE PAIEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIERE	14
7. ASSURANCES	15
8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	16
9. RESILIATION	16

1. OBJET et FORME DU CONTRAT

Le présent contrat est un contrat de quasi-régie en application de l'article L2511-3 du Code de la Commande Publique.

L'objet du contrat est la réalisation de prestations de services au bénéfice de la Métropole par la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès, concourant à la réalisation des missions de service public relevant des compétences de la Métropole et dans le respect de l'objet social de la SPL créée à cette fin, dont la Métropole est actionnaire et sur laquelle elle exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services.

Ainsi, la Métropole décide de confier à la SPL l'exécution des missions prévues à l'article 4 du présent contrat.

La SPL assurera l'exécution de ces missions, sous le contrôle de la Métropole, conformément aux articles 5 et 6 du règlement intérieur de la SPL, et du Comité de Suivi propre au présent contrat de quasi-régie, notamment les dispositions de l'article 5.

La SPL s'engage à réaliser les prestations définies à l'article 4 en contrepartie du versement de la compensation financière fixée à l'article 6 du présent contrat et, le cas échéant, de la perception des rémunérations autorisées auprès des tiers.

2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- ➡ Le présent contrat

Et ses annexes :

- ➡ Le compte prévisionnel annuel d'exploitation 2025 (annexe 1)
- ➡ Les tarifs 2025 des mises à disposition (annexe 2)

Le présent contrat et l'ensemble de ses annexes ont la même valeur contractuelle. Toutefois, en cas de contradiction entre ces différents documents, les stipulations du contrat prévalent.

3. DUREE

Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois (1 an) à compter du 1^{er} janvier 2025 (date d'entrée en vigueur du contrat), soit un terme fixé le 31 décembre 2025 minuit.

4. MISSIONS CONFIEES A LA SPL

4.1- PRINCIPES GENERAUX

Par le présent contrat, la Métropole charge la SPL de la réalisation des missions concourant au développement et à l'attractivité du territoire définies aux articles suivants.

La SPL participe à la mise en œuvre des politiques de promotion du territoire et met en œuvre toutes les actions nécessaires afin d'améliorer la visibilité, la notoriété et l'image de la Métropole auprès des publics cibles (touristes, porteurs de projets économiques, etc.).

L'ensemble des missions précisées ci-après relève d'une externalisation décidée par la Métropole, de fonctions de service public relevant de ses compétences en matière d'attractivité du territoire.

Ces missions sont mises en œuvre et compensées financièrement dans les conditions des articles 5 et 6.

La SPL devra respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'ensemble des activités et missions objets du présent contrat.

Elle devra également obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires relatives à l'ensemble des activités et missions objets du présent contrat.

Conformément à ces principes, la SPL s'engage à mettre en œuvre le projet d'exploitation et à développer le plan d'actions figurant en annexe du présent contrat (Annexe 1).

La SPL doit exploiter le service en professionnel compétent et y apporter tout son temps et ses soins de manière à le faire prospérer. Elle s'engage également à observer une stricte neutralité et à assurer l'égalité de traitement de tous les usagers devant le service public.

Si la SPL fait appel à un tiers pour exécuter une partie des prestations faisant l'objet du contrat, elle demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des obligations résultant du contrat.

Pour permettre à la Métropole d'exercer son contrôle sur ce point, dans le cadre du Comité de suivi, la SPL devra :

- lui rendre compte des actions qu'elle aura menées pour chaque mission confiée,
- lui fournir l'état prévisionnel de ses actions chaque début d'exercice, et le bilan en fin d'exercice.

4.2- MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC DANS LE CADRE DU CONTRAT ANNUEL

4.2.1 – Accueil des tournages

La Métropole définit et pilote les grandes orientations stratégiques en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel. Elle s'est dotée en 2021, d'un service dénommé Accueil des Tournages qui a en charge la mise en œuvre de cette stratégie sur le territoire, notamment :

- L'accueil et l'accompagnement des productions cinématographiques et audiovisuelles qui souhaitent tourner sur le territoire métropolitain,
- La promotion du territoire de la Métropole auprès des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel,
- La structuration et l'animation de l'écosystème local,
- La gestion du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias.

Dans ce cadre, le service Accueil des Tournages dispose d'équipements spécifiques situés à Toulon, qui sont le Bureau des Tournages, place Besagne, et le Hangar, 145 avenue Commandant Marchand, secteur Cour de Nice.

Gestion immobilière du Bureau des Tournages et du Hangar

La SPL est preneur à bail du Bureau des Tournages et du Hangar. Pour ces biens immobiliers, et ceux qui pourraient s'y ajouter, la SPL prend en charge l'ensemble des actes de gestion et notamment :

- La gestion intégrale des locaux (loyers et accessoires, assurances, charges locatives, accès aux énergies et réseaux),
- L'aménagement (mobilier, matériel informatique, ...) et l'entretien (nettoyage, maintenance des équipements, ...). En matière de garnissement de ces locaux, la SPL procède aux acquisitions de mobilier et matériel sur demande de la Métropole TPM qui définit les besoins. Ces acquisitions restent la propriété de la Métropole.
- La réalisation de travaux obligatoires découlant des obligations du locataire, ainsi que les réparations nécessaires du fait de dégradations liées à des contrefaçons ou à la vétusté.

La Métropole ne pourra en aucun cas être mise en cause pour tout dommage découlant de l'état des biens immobiliers pris en charge par la SPL.

Exploitation commerciale du Bureau des Tournages et du Hangar

Le Bureau des Tournages et le Hangar sont destinés à être mis à disposition des sociétés de tournages, pour y stocker leur matériel et y installer leurs bureaux de production et pour servir de décor. Les associations et structures en charge de

l'animation de la filière cinéma et audiovisuel du territoire peuvent également bénéficier d'une mise à disposition.

La SPL assure la gestion de la disponibilité et de l'optimisation des espaces, en lien avec le service Accueil des Tournages. Les mises à disposition sont facturées par la SPL selon la grille de tarifs annexée au présent contrat (annexe 2). La facture, accompagnée des conditions générales de vente, précise le bien concerné, les dates et la durée d'occupation, ainsi que le tarif pratiqué.

Il peut être décidé, au regard de l'intérêt du projet ou de considération d'intérêt général, de moduler les tarifs ou d'accorder exceptionnellement la gratuité, sous réserve de l'avis préalable du service Accueil des Tournages.

Les recettes générées par ces mises à dispositions seront déduites du montant de la compensation financière annuelle mentionné à l'article 6.1 du présent contrat.

La SPL fait son affaire personnelle du recouvrement de ces redevances.

Promotion

Le service Accueil des Tournages réalise la promotion du territoire en France et à l'international afin d'attirer des tournages. A ce titre, elle organise ou contribue à l'organisation :

- Des visites à destination des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel permettant de présenter le potentiel du territoire en matière de décors et de services et ci-après dénommées « Reper-Tour »,
- Des événements professionnels destinés à favoriser l'animation **et la** structuration de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire,
- Des avant-premières des œuvres cinématographiques et audiovisuelles tournées sur le territoire.

La SPL vient en appui du service Accueil des Tournages pour l'organisation logistique de ces reper-tours, événements professionnels et avant-premières (hébergement, restauration, déplacement, location de salles, ...)

Divers

Dans le cadre de tournages réalisés sur le territoire métropolitain, la SPL peut ponctuellement accompagner les équipes de tournage en matière de logistique tout au long de la préparation (visites des lieux gérés par la SPL, mises en relation avec les prestataires locaux, ...) et pendant le tournage pour assurer son bon déroulement.

Sur demande de la Métropole, la SPL :

- souscrit les abonnements auprès des diffuseurs de presse spécialisée,
- procède à l'acquisition des applications métiers et logiciels informatiques.

4.2.2 – Location de salles

Dans le cadre d'accueil d'événements sur le territoire métropolitain, organisés par des tiers partenaires de la Métropole, ou organisés par la Métropole en lien avec ses partenaires, la SPL loue à la Métropole les espaces nécessaires du Palais des Congrès Neptune ou du Zénith.

Il s'agit notamment d'événements tels que la Nuit de l'Orientation, le Forum de l'écosystème Maintenance « 2MF », le colloque des Achats Publics et de la Transition écologique.

Lorsque l'événement est organisé par un tiers partenaire, la Métropole établie et conclut une convention définissant les modalités de la mise à disposition avec ce tiers.

4.3- MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC HORS CONTRAT ANNUEL

La SPL est saisie tout au long de l'année 2025 par la Métropole pour organiser des événements métropolitains qui n'entrent pas dans le cadre des missions identifiées à l'article 4.2 du présent contrat.

Il s'agit notamment d'organisation événementielle ponctuelle ou récurrente, nécessitant l'expertise de la SPL et donc la mobilisation de ses fonctions supports : concerts gratuits, cérémonies, fêtes, festivals, salons, événements locaux (liste non exhaustive).

La Métropole conclut, à ce titre, un contrat de quasi-régie « événementiel » pour chaque événement, qui définit les modalités d'organisation et de rémunération.

Une marge commerciale est appliquée sur chaque contrat pour garantir à la SPL la mobilisation de ses fonctions supports (rémunération de l'ingénierie de la SPL).

Toutes les prestations incluses dans les contrats « événementiel » sont soumises à une TVA de 20%.

4.3.1 – Organisation de concerts et spectacles

La SPL prend en charge l'organisation de concerts et de spectacles qui lui sont confiés par la Métropole.

Dans le cadre de cette mission de service public, les spectacles et concerts seront gratuits pour les spectateurs.

La SPL devra s'assurer de la qualité des manifestations, qui ne devront pas nuire à l'image de la Métropole.

Elle devra s'assurer de la cohérence des manifestations qu'elle accueille. En particulier, elle devra veiller à ne pas faire concurrence à la programmation culturelle existante sur le territoire de la Métropole.

La SPL doit faire preuve d'une bonne connaissance des acteurs culturels et associatifs locaux afin de mettre en œuvre une collaboration active et assurer la cohérence et la diversité de l'offre culturelle territoriale.

Elle s'engage à participer à la demande de la Métropole aux réunions ou commissions qui pourraient avoir lieu pour la coordination et la mise en œuvre de la politique culturelle locale.

Accueil du public

La SPL est tenue d'organiser, les jours de spectacles ou manifestations, l'accueil du public de manière à assurer, en fonction de la nature et de la capacité du spectacle, la sécurité optimale des personnes. Elle s'engage à élaborer un partenariat avec la Métropole et à entretenir une politique d'accueil et d'information des différents publics durant toute l'année en veillant notamment à apporter toutes aides nécessaires aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Elle s'engage à mettre en place et à maintenir, à ses frais, une signalétique efficace à destination du public et de la production.

Informations relatives à la programmation

La Métropole autorise la SPL à faire apparaître de la publicité à caractère commercial aux emplacements réservés à cet usage.

La Métropole disposera, aux endroits qu'elle souhaite, d'emplacements comportant sa dénomination et son logo sans qu'il n'en résulte aucun droit à compensation ou à indemnité pour la SPL.

La SPL s'engage, par ailleurs, à recevoir et à mettre à disposition du public une information sur la programmation des autres équipements culturels de la Métropole ainsi que de réaliser la promotion du territoire.

4.3.2 – Animation du territoire

La SPL prend en charge l'organisation d'événements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires relevant de la compétence de la Métropole, sur le territoire métropolitain, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole.

Dans le cadre de cette mission, la SPL aura à :

- Apporter une expertise sur la création de salons et d'événements (conférences, salons professionnels, etc...),
- Organiser des rencontres professionnelles, des salons et des événements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires sur le territoire métropolitain, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole : accueil des participants (hébergement, restauration, transports), participation à l'organisation de l'événement en lien avec les services de la Métropole, gestion de la mise à disposition des équipements publics, animation et festivités autour des événements,

- Organiser les cérémonies de remise de prix de la Métropole dans le cadre de concours à destination du monde économique, touristique, culturel, sportif et académique,
- Organiser les manifestations inaugurales des projets métropolitains structurants,
- Faire la promotion du tourisme d'affaires sur le territoire de la ville de Toulon en lien avec la compétence générale tourisme d'affaires de la Métropole

5. GOUVERNANCE DU CONTRAT

5.1- COMITE DE SUIVI

Le comité de suivi est composé du Directeur Général Adjoint de la Métropole chargé de l'attractivité et du développement économique et du Directeur Général de la SPL.

Il a pour objet de contrôler l'exécution de l'ensemble des contrats de quasi-régie conclus sur l'année en exerçant un contrôle renforcé sur les prestations exécutées par la SPL.

Ce contrôle porte sur la mise en œuvre du programme de développement et des actions de la SPL, la mise en œuvre de l'entretien-maintenance, et le contrôle de l'exécution financière des contrats par la SPL.

Le comité de suivi est propre à l'exécution du présent contrat ainsi que des contrats « évènementiel » qui seront conclus tout au long de l'année 2025 et ne se confond pas avec le comité de contrôle analogue défini à l'article 6 du règlement intérieur de la SPL.

Il est placé sous la direction du représentant de la Métropole qui adresse la convocation et l'ordre du jour du comité. Il se réunit tous les semestres postérieurement à la présentation par la SPL des rapports d'information prévus à l'article 5.2.

5.2- RAPPORTS D'INFORMATION

5.2.1 Rapport définitif annuel

La SPL produit avant le 1^{er} juin 2026, un rapport définitif annuel. Le rapport porte sur l'exécution du présent contrat annuel 2025 et sur les contrats « évènementiel » conclus tout au long de l'année 2025.

Ce rapport est examiné et présenté au cours des Comités de Suivi.

Le rapport annuel comprendra les volets suivants :

A - Volet exploitation et gestion

- La présentation de l'activité pour l'année écoulée : nombre et type de manifestations au regard de la stratégie développée

- Le calendrier de manifestations de l'exercice avec l'identification, la durée, le rayonnement, l'audience de chaque manifestation
- La déclinaison des offres de services pour chaque mission
- Un bilan des actions engagées en termes de communication
- Le traitement des réclamations formulées par les usagers
- Un organigramme général détaillé de la société indiquant le personnel directement affecté à l'exécution du contrat (à plein temps ou avec une clef d'affectation)
- Les mouvements de personnel de l'année écoulée et la prévision des mouvements pour l'exercice en cours
- La liste des opérations d'entretien et de maintenance mises en œuvre et le détail des opérations programmées à venir
- Un rapport de gestion explicatif de la situation de l'année et les évolutions constatées
- Les actions envisagées pour améliorer ou adapter la qualité des prestations par type de mission

B - Volet financier

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation, comportant notamment une description des biens
- L'inventaire actualisé des biens mobiliers et immobiliers
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés au contrat et nécessaires à la continuité de l'exploitation
- Les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution
- Le détail des autres recettes d'exploitation perçues

Les activités de la SPL font l'objet d'une comptabilité analytique spécifique, conforme au plan comptable applicable en la matière.

La comptabilité doit être conforme aux règles en vigueur, et doit également permettre la vérification des dispositions de la présente convention, notamment des clefs de répartition imputées au titre des charges fixes.

5.2.2 Rapport du Mandataire

Conformément au décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 pris en application du quatorzième alinéa de l'article L. 1524-5 du CGCT, modifié par l'article 210 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022, le rapport du mandataire est soumis à l'organe délibérant des collectivités territoriales actionnaires de la SPL. Il a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle.

Le rapport comprend les informations suivantes :

- 1 - Une présentation de la société rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement
- 2 - L'état des relations entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la société, listant les contrats, apports en compte courant d'associés, garanties d'emprunt et aides octroyées au titre du développement économique ou tout autre concours financier, et précisant pour chacun d'eux leur objet, leur montant et, le cas échéant, le secteur d'activité dont ils relèvent
- 3 - Les modifications des statuts effectuées dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années
- 4 - Les évolutions de l'actionnariat intervenues dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années
- 5 - L'état de l'ensemble des participations de la société, directes et indirectes, au sens de l'article L. 233-4 du code de commerce, au capital d'autres sociétés ou groupements d'intérêt économique, mentionnant le montant de la participation, la part de capital détenue, le domaine d'activité de la société faisant l'objet de la prise de participation, le motif de cette prise de participation et l'identification des représentants de la société au conseil d'administration ou de surveillance de cette société
- 6 - La description des principaux risques et incertitudes d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel auxquels la société d'économie mixte est confrontée, et le cas échéant leur traitement
- 7 - L'état des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en oeuvre par la société dans le cadre de l'article 17 de la loi no 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique et, le cas échéant, de celles mises en oeuvre dans le cadre du 3° de l'article 3 de cette même loi
- 8 - Une information sur les contrôles éventuels dont la société fait l'objet

9 - Les modalités d'exercice du contrôle analogue pour les sociétés publiques locales

10 - Le bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance. Ce bilan pourra comprendre, le cas échéant, une synthèse des positions prises par ces représentants sur les décisions stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la collectivité actionnaire et le signalement des positions de ces représentants non suivies dans chacune de ces instances

11 - Les éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux

12 - La situation financière de la société, le cas échéant consolidée, rappelant le montant du chiffre d'affaires, des produits et charges d'exploitation, dont les charges salariales, du bénéfice ou des pertes de l'exercice, des capitaux propres, du bilan, de la situation de trésorerie et du niveau d'endettement

13 - La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité de la société et, s'il est disponible, du résultat selon les mêmes modalités

14 - Pour les sociétés d'économie mixte, la répartition du chiffre d'affaires distinguant la part d'activité exercée pour le compte des actionnaires, celle exercée pour le compte d'autres personnes publiques ou privées non actionnaires et celle relevant des opérations pour compte propre

Les informations demandées au titre des 1° à 14° du sont renseignées sans préjudice des informations protégées par l'article L. 151-1 du code de commerce ou présentant un caractère confidentiel et donné comme telles en application, selon le cas, de l'article L. 225-37 ou de l'article L. 225-92 de ce même code. Lorsque certaines informations sont concernées par l'un des cas ci-dessus, le rapport le mentionne et renseigne le point concerné sous une forme adaptée.

6. DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1- COMPENSATION FINANCIERE

En contrepartie des missions réalisées par la SPL au titre du présent contrat, la Métropole lui verse une compensation financière.

Le montant de la compensation à verser au titre de l'année 2025 est convenu entre la SPL et TPM et des documents comptables associés.

Le montant de la compensation versée à la SPL est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le compte d'exploitation prévisionnel fourni par la SPL tient compte du programme annuel défini par la Métropole.

Le montant de la compensation annuelle sera diminué du montant recettes de toute nature, perçues dans le cadre de son activité, à savoir :

- redevances perçues auprès des sociétés de production et autres,
- recettes des utilisateurs d'emplacements à caractère publicitaire et de merchandising pour les recettes afférentes,
- autres recettes liées à l'exploitation, recettes complémentaires ou accessoires (telles que bar, produits dérivés), les conditions tarifaires appliquées aux buvettes...,
- recettes tirées indirectement de l'exploitation (produits financiers, indemnités d'assurance sauf reversement de celles correspondant à des sinistres dont la réparation aura été prise en charge par la Métropole, produits exceptionnels),
- par toute contribution versée par tout organisme quel qu'il soit (par exemple : partenariat, mécénat, subvention ...).

La SPL fait son affaire personnelle de la réalisation de ces recettes et ne peut en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en cas de non-réalisation.

Pour la bonne exécution de ses missions, la SPL supporte l'ensemble des charges liées à ses activités. Parmi celles-ci, peuvent notamment être citées, sans que la liste ci-après soit exhaustive :

- Les charges liées à l'emploi des personnels permanents et non permanents,
- Les loyers et autres charges locatives ;
- Les charges d'entretien des locaux ;
- Les charges de maintenance ;
- Les charges liées aux fluides ;
- Les charges d'assurances ;
- Les coûts de gardiennage et de sécurité ;
- Les charges de fonctionnement administratif ;
- Les charges de publicité, promotion et communication ;
- Les impôts et taxes de toute nature ainsi que les redevances éventuellement dues en contrepartie de l'occupation du domaine public par la SPL pour l'exécution du présent contrat.

Pour l'année 2025, le montant maximal de la compensation est de 425 393,33 € HT, soit **510 472 € TTC**, conformément au compte prévisionnel d'exploitation annexé.

6.2- MODIFICATION DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Le montant maximal de la compensation peut être révisé, pour tenir compte de la prise en compte de dépenses imprévisibles à caractère obligatoire.

Toute dépense supplémentaire à caractère obligatoire, liée à la réalisation des missions prévues à l'article 4.2 du présent contrat, entraînant la modification du compte

d'exploitation annuel, devra être portée à la connaissance de la DGA Economie, Innovation et Attractivité et devra être accompagnée d'une proposition d'économie à réaliser en contrepartie sur les autres postes de dépenses du compte d'exploitation, pour limiter ou neutraliser l'impact sur le montant de la compensation annuelle.

La SPL devra justifier le caractère imprévisible et obligatoire de ces dépenses supplémentaires.

Toute modification fera l'objet d'un avenant au contrat initial. Il appartient à la SPL de présenter le nouveau compte d'exploitation prévisionnel ainsi modifié.

6.3- MODALITES DE PAIEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIERE

Le versement de la compensation se fera de la manière suivante :

- Un premier versement de l'ordre de **95 %** du montant de la compensation définie à l'article 6.1, soit **484 948 € TTC**, interviendra à la signature du présent contrat par les parties.
- Le solde, soit **25 524 € TTC**, sera versé au visa du compte annuel d'exploitation détaillé réalisé relatif aux missions définies à l'article 4.2, accompagné des comptes annuels 2025 de la SPL clôturés et certifiés ainsi que du rapport du Commissaire aux Comptes.

En cas de prise d'avenants dans le courant de l'année :

- Un versement de 95 % du montant de l'avenant à sa signature, pour chaque avenant
- Le solde du ou des avenants interviendra en même temps que le solde du contrat initial.

L'examen des comptes annuels et du compte annuel d'exploitation permettra à la Métropole de s'assurer que le montant de la compensation initiale, éventuellement complétée par la prise d'avenants en cours d'exécution du contrat, couvre strictement les coûts des missions réalisées. Ces documents seront annexés au présent contrat.

Dans l'hypothèse où les versements déjà réalisés correspondent au coût total annuel effectivement supporté par la SPL, avenants compris, le montant total de la compensation est arrêté au titre de l'année concernée et la SPL ne perçoit pas de solde.

Si les versements excèdent le coût total annuel effectivement supporté, avenants compris, la SPL rembourse sans délai et sans qu'il soit nécessaire d'émettre un titre de recettes à la Métropole les sommes correspondant au trop-versé. Le montant total de la compensation est arrêté en conséquence.

Dans le cas inverse, la Métropole fait au bénéfice de la SPL le versement du solde correspondant au coût total annuel effectif ressortant du compte annuel d'exploitation détaillé ci-dessus, avenants compris, diminué des versements intervenus. Le montant total de la compensation est arrêté en conséquence. En tout état de cause, il ne dépassera pas le montant voté annuellement par la Métropole et modifié, le cas échéant, en cas de modification de programme. Le paiement du solde interviendra

dans les meilleurs délais après la tenue de la réunion du Comité de suivi, et au plus tard le 30 septembre 2026.

Les sommes sont mandatées par la Métropole sur le compte de la SPL.

7. ASSURANCES

La S.P.L. contracte à ses frais, toutes les assurances utiles en vue de garantir sa responsabilité aussi bien au regard des activités organisées par elle qu'au regard des biens mis à sa disposition ou qu'elle occupe.

Pendant toute la durée de la convention, la S.P.L. est seule responsable à l'égard des tiers des dommages causés par la gestion et l'exploitation des installations provisoires installés en exécution de ses missions, et par les équipements qu'elle exploite ou les événements qu'elle organise, tels que définis par le présent contrat.

A cet égard, elle a l'obligation de souscrire les polices d'assurance suivantes :

- Assurance responsabilité civile : elle a pour objet de couvrir la S.P.L. des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

- Assurance de dommage aux biens : cette assurance est souscrite par la S.P.L. pour son propre compte en tant qu'utilisateur des biens mis à disposition.

A ce titre, elle est tenue de garantir, à ses frais, les ouvrages, installations et matériels contre les vols, détournements, dégradations, bris, détériorations de matériels ou destructions de toute nature et de toute origine y compris l'incendie.

Les franchises sont intégralement à la charge de la S.P.L.

La S.P.L. présente à la Métropole la copie des divers contrats et attestations d'assurance lors de la prise d'effet du contrat et ensuite, annuellement, lors de la production du rapport annuel mentionné à l'article 5.2 du présent contrat.

Les polices d'assurance conclues par la S.P.L. doivent expressément mentionner que les compagnies d'assurance s'engagent à ne résilier les polices pour retard de paiement des primes qu'après avoir mis en demeure la Métropole de se substituer dans le paiement desdites primes dans un délai de 15 jours calendaires, et ce, sans préjudice des éventuels recours exercés par la collectivité à l'encontre de la S.P.L.

Ces attestations d'assurance devront faire apparaître :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de garanties,
- les montants des franchises et plafonds des garanties,
- les exclusions,
- la période de validité.

Toutes modifications du niveau de garanties doivent faire l'objet d'une communication à la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception qui devra faire connaître son avis dans un délai maximum de 2 mois à compter de la réception de la proposition modificative. Passé ce délai, la Métropole est réputée avoir donné son accord.

8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il sera fait application du CCAG-FCS.

9. RESILIATION

Les dispositions afférentes à la résiliation sont celles :

- du Code de la Commande publique
- du CCAG-FCS.

Fait en deux exemplaires originaux à Toulon, le

Pour la Société Publique Locale
Toulon Métropole Evénements et
Congrès

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Robert ALBERGUCCI
Le Directeur Général

Jean-Pierre GIRAN
Le Président

TARIFICATION HANGAR 2025	
145 Avenue du Commandant Marchand 83000 Toulon	
HALLE DE STOCKAGE	0,84 €/jour/m² HT
Superficie louée à partir de 100 m² Accès au parking inclus A partir d'un mois les tarifs sont négociés	
BUREAUX AVEC STOCKAGE	1,25 €/jour/m² HT
Location au bureau - pas de superficie minimum requise Accès au parking inclus A partir d'un mois les tarifs sont négociés	
BUREAUX SANS STOCKAGE	170 €/jour le niveau HT
Tarif forfaitaire Location minimale d'un niveau (Rdc ou 1er étage) Accès au parking inclus A partir d'un mois les tarifs sont négociés	
PARKING SEUL	40 €/jour/100 m² HT
Superficie louée à partir de 100 m² et par tranche de 100 m² A partir d'un mois les tarifs sont négociés	

TARIFICATION BUREAU 2025		
Place Besagne 83000 Toulon		
	1/2 Journée HT 8h00 - 13h00	Journée HT 08h00 - 19h00
SALLE DE REUNION	100 €	150 €
Tarif forfaitaire Imprimante, écran, wifi café		
TOTALITE DES LOCAUX	300 €	500 €
Tarif forfaitaire Imprimante, PC, wifi, café		

COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION 2025

		Montant TTC
1- TOURNAGES		
1.1 Bureau des Tournages		
	Location	70 000.00 €
	Assurances	1 500.00 €
	Fluides	2 000.00 €
	Fournitures	8 500.00 €
	Entretien, Travaux, contrôles	9 192.00 €
		91 192.00 €
1.2 Tiers Lieu		
	Location	24 000.00 €
	Assurances	4 480.00 €
	Fluides	6 000.00 €
	Fournitures	500.00 €
	Entretien, Travaux, contrôles	2 500.00 €
		37 480.00 €
1.3 Reper Tour		
	Hébergements	5 200.00 €
	Transports	1 000.00 €
	Divers	8 800.00 €
		15 000.00 €
1.4 Avant Première ; Rencontre Pro ; Conférence Mission Cinéma ; Apéro Pro	Location + technique	32 000.00 €
		32 000.00 €
Total Tournages		175 672.00 €
2- PROMOTION, RAYONNEMENT		
2.1 Nuit de l'orientation	Location + technique	13 000.00 €
2.2 Événement 2MF	Location + technique	38 000.00 €
2.3 Forum Achat	Location + technique	12 000.00 €
2.4 Expertise, Promotion, Administration	Frais généraux	271 800.00 €
Total Promotion, Rayonnement		334 800.00 €
Total Compensation Année 2025		510 472.00 €